

Brèves Economiques d'Asie du Sud

N°03 - semaine du 15 au 21 janvier 2021

Résumé

Afghanistan : Troisième rejet de la proposition de budget pour l'exercice 2021. Livraison de matériel de construction par l'Inde pour le développement du port de Chabahar.

Bangladesh : Reprise attendue de la croissance à 7,4% pour l'exercice budgétaire en cours. Requête d'un délai supplémentaire de deux ans avant de sortir du statut de Pays moins avancé.

Bhoutan : Diminution en valeur en 2020 des échanges sur le marché secondaire. Nouveau cadre de partenariat pays avec la Banque mondiale. Livraison de 150 000 doses du vaccin *Covishield* par l'Inde.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques :* *BoFA Securities* pessimiste sur la reprise de l'économie indienne. En décembre, déficit commercial au plus haut depuis 25 mois. Déclin du commerce bilatéral Inde-Chine en 2020 de 5,6% en g.a. *Emploi :* Importante campagne de recrutement pour les géants de l'informatique. Embauches dans le secteur formel au plus bas en novembre. *Autres informations :* Proposition du gouvernement de suspendre les lois agricoles refusée par les agriculteurs. Signature d'un protocole d'accord entre l'Inde et le Japon pour approfondir la coopération bilatérale. Le Premier ministre invité par Boris Johnson au sommet du G7 à Cornwall (11-13 Juin 2021). L'Inde parmi les 10 premiers acheteurs de bons du Trésor américain. Augmentation record de la demande d'électricité en janvier. Acquisition de 20% des parts du groupe *Adani Green Energy Ltd* (AGEL) par Total. Vente prochaine des parts du gouvernement dans *Tata Communication Ltd*. Publication de l'*Innovation Index* par NITI Ayog.

Maldives : Don du Japon d'une valeur de 5,6 M USD dans le secteur de la santé.

Népal : Le Népal n'a dépensé que 14,4% du budget annuel consacré aux investissements en 6 mois. La crise sanitaire pousse 1 million de népalais sous le seuil de pauvreté.

Pakistan : Possible levée par le Pakistan de 2 Mds USD sur les marchés internationaux. Solde positif de la balance courante sur le premier semestre 2020/21. Chute des flux nets d'IDE sur le premier semestre 2020/21. Les dépenses publiques d'investissement toujours limitées sur le premier semestre 2020/21. Nouvelle augmentation des prix du pétrole à la pompe. Un marché automobile dynamique sur le premier semestre 2020/21. Hausse marquée des ventes de ciment sur le premier semestre 2020/21. Saisie d'un avion opéré par la *Pakistan International Airlines* par les autorités malaisiennes dans le cadre d'un contentieux juridique avec une société de leasing. Renforcement en urgence de l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) face à une éventuelle situation de pénurie

Sri Lanka : Maintien des taux directeurs de la Banque centrale (CBSL). Baisse des réserves de change au cours de l'année 2020. Effondrement du tourisme en 2020, réouverture de l'aéroport le 21 janvier. Prêt de 25 M USD de la SFI à la *Nations Trust Bank*. Faible demande des marchés sur une émission d'obligations souveraines sri lankaises.

INFORMATIONS PAYS

AFGHANISTAN

- **Troisième rejet de la proposition de budget pour l'exercice 2021.** Le comité des finances et du budget de la *Wolesi Jirga*, la Chambre basse du Parlement, a déclaré dans un rapport que le gouvernement n'avait apporté aucun changement au projet de budget amendé. Le quorum pour la session de samedi était de 135 sur lesquels 15 ont voté pour et 120 législateurs ont voté contre l'approbation du plan budgétaire. Les législateurs ont déclaré qu'ils voyaient 10 problèmes clés dans le plan budgétaire qui n'étaient pas encore résolus tandis que l'exercice budgétaire a déjà débuté le 21 décembre dernier.
- **Livraison de matériel de construction par l'Inde pour le développement du port de Chabahar.** L'Inde a livré un lot d'équipements lourds pour le développement du port iranien de Chabahar. Bien qu'en Iran, le port revêt une importance stratégique pour l'Afghanistan. Il fournit une alternative pour le commerce avec l'Inde car il est situé 800 km plus près de la frontière de l'Afghanistan que le port de Karachi.

En mai 2016, *India Ports Global* et la société iranienne *Aria Banader Iranian Port and Marine Services Company* ont signé un accord pour équiper et exploiter le terminal de Shahid Behesti, avec un investissement en capital de 85,2 M USD. Bien que le port de Chabahar ait obtenu une dérogation aux sanctions américaines contre l'Iran, l'Inde a rencontré des problèmes pour acquérir du matériel lourd auprès de pays étrangers, principalement en raison de la réticence des banques étrangères à ouvrir des lettres de crédit (LoC) pour un projet en Iran.

BANGLADESH

- **Reprise attendue de la croissance à 7,4% pour l'exercice budgétaire en cours.** La Banque centrale vient de rendre ses prévisions macroéconomiques pour 2021 (*Monetary Policy Review December 2020*). Elle estime que la croissance pourrait atteindre 7,4% sur l'exercice clos le 30 juin prochain, révisée par rapport à la loi de finance (8,2%) et qui marque un rebond sur le niveau atteint l'an passé (+5,2 % en 2019/2020). La reprise serait portée par les transferts des migrants (20 Mds USD) en soutien à la consommation, les programmes de relance adoptés en mars 2020 et amplifiés récemment, et la reprise des crédits bancaires au secteur privé (+12 %), encouragée par des liquidités surabondantes et des taux d'intérêt bas.
- De son côté, la Banque asiatique de développement avait annoncé en décembre dernier sa prévision de croissance de 6,8 % pour l'exercice en cours. Par ailleurs, les projections retenues dans le 8ème plan quinquennal 2021/25 anticipent un retour à 8 points de croissance annuelle (hors inflation) à partir de 2022/23. Cette croissance devrait être portée par la poursuite de l'industrialisation du pays. La part de l'industrie dans le PIB passerait ainsi de 36% en 2019/20 à 42% en 2021/22 (dont 30,5 % pour l'industrie manufacturière).
- **Requête d'un délai supplémentaire de deux ans avant de sortir du statut de Pays moins avancé.** Le Bangladesh a demandé, début janvier, au Comité des politiques de développement (CDP), organe subsidiaire du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), une période de transition de deux ans avant d'être requalifié comme Pays en Développement. Il devrait sortir officiellement de la catégorie des « pays les moins avancés » (PMA ou *Least Developed countries*) en 2024, selon la grille de classement de l'ECOSOC, après une revue en mars 2021 puis en 2024 des trois critères pris en compte (RNB par habitant, indice de capital humain et indicateur de vulnérabilité économique), atteints en mars 2018, et confirmés en 2019. Pour rappel, les pays qui sortent de la catégorie PMA quittent le dispositif d'importation dans l'UE de marchandises à taux réduit ou nul dit « Tous sauf les armes » et peuvent demander d'accéder au SPG+ (régime spécial d'encouragement au développement durable et à la bonne gouvernance).

BHOUTAN

- **Diminution en valeur en 2020 des échanges sur le marché secondaire.** En 2020, 24,7 M d'actions ont été échangées pour un montant de 863 M BTN (environ 11,8 M USD) contre 23,6 M d'actions échangées en 2019 pour un montant avoisinant 1,1 Mds BTN (15,1 M USD). La capitalisation boursière de 22 sociétés cotées a atteint jusqu'à 46,2 Mds BTN (633 M USD) fin 2020 soit une diminution voisine de 9 % en glissement annuel.
- **Nouveau cadre de partenariat pays avec la Banque mondiale.** Le cadre de partenariat pays (CPF) couvrant la période 2020/21 à 2023/24 s'appuie sur le 12^{ème} plan quinquennal (2018-2023) du gouvernement bhoutanais. Il s'inscrit dans la continuité du précédent cadre (2015/16 à 2019/20) lui-même aligné sur le 11^{ème} plan quinquennal du gouvernement (2013-2018). On retrouve des objectifs communs aux deux cadres, tels que la nécessité d'une diversification de l'économie qui dépend encore beaucoup du secteur hydroélectrique, l'amélioration de l'environnement des affaires pour permettre l'émergence d'un secteur privé compétitif et soutenir le développement vert.
Il s'inscrit en revanche dans un contexte différent alors que l'économie bhoutanaise est durement touchée par les effets de la crise sanitaire. Après plusieurs exercices dynamiques, la croissance du PIB réel devrait être ramenée de 3,8 % en 2018/19 à 1,5 % en 2019/20, bien moins que l'estimation initiale des autorités bhoutanaises à 5,5 %. De même, le Bhoutan a revu ses projections de croissance à la baisse pour l'exercice budgétaire 2020/21 (contraction de 6,7 %) en raison de la pandémie.
- **Livraison de 150 000 doses du vaccin Covishield par l'Inde.** Un communiqué de l'Ambassade d'Inde au Bhoutan précise que les doses ont été offertes au même titre que les médicaments essentiels, les équipements médicaux qui ont été livrés précédemment. Le Gouvernement indien a également assuré qu'il couvrirait les besoins de la population bhoutanaise (un peu plus de 533 500 personnes) et s'est engagé à livrer rapidement le solde pour couvrir les montants annoncés.

INDE

[Indicateurs macroéconomiques](#)

- **BoFA Securities pessimiste sur la reprise de l'économie indienne.** Le courtier, filiale de la *Bank of America Corporation*, estime que l'économie indienne continue de montrer des signes de fragilités, notamment la diminution des taux d'intérêts réels des prêts ainsi que la demande de crédit qui est au plus bas. Son *India Activity Indicator* n'a cessé de diminuer depuis septembre (-4,6% en septembre, -0,8% en octobre et -0,6% en décembre). BoFA anticipe à ce stade une diminution de la valeur ajoutée d'1 % en décembre et de 6,7 % pour l'ensemble de l'exercice 2020/21.
- **En décembre, le déficit commercial au plus haut depuis 25 mois.** La reprise des importations de marchandises (+7,6 % en décembre en glissement mensuel) et l'affaiblissement conjugué des exportations (0,1 % en g.m.) ont conduit à un élargissement du déficit extérieur de l'Inde : 15,44 Mds USD en décembre, selon les chiffres du ministère du Commerce et de l'Industrie. Parmi les exportations, les produits pharmaceutiques et chimiques sont en hausse (+16,5 % et +10,8 %), de même que les produits électroniques (+16,5 %) et les articles de bijouterie (6,75 %). A l'inverse, les exportations de prêt-à-porter sont en diminution (-15 %), comme celles de produits pétroliers (-35,4 %). Pour ce qui est des importations, celles d'huiles végétales augmentent (+43,5 %), tout comme celles de métaux non-ferreux (+28,1 %), produits chimiques (+23,3 %), biens électroniques (+20,9 %), ou encore d'acier (+12,7 %).
- **Déclin du commerce bilatéral Inde-Chine en 2020 de 5,6 % en g.a.** Les échanges bilatéraux pour 2020 ont représenté 87,6 Mds USD en 2020 (selon les chiffres des douanes chinoises, *China General Administration of Customs*), soit le plus bas niveau depuis 2017. Les importations indiennes de produits en provenance de Chine

ont diminué de 10,8 % en g.a. (66,7 Mds USD), un étiage depuis 2016. Les machines électriques et autres équipements sont le premier poste d'importations de produits chinois en Inde. A l'inverse, les exportations indiennes en Chine ont augmenté de 16% en g.a. pour atteindre un record de 20,86 Mds USD, en raison de la hausse de la demande chinoise de minerai de fer, premier poste d'exportations indiennes en Chine.

Emploi

- **Importante campagne de recrutement pour les géants de l'informatique.** Les plus grandes entreprises indiennes d'informatique : TCS, Infosys, HCL et Wipro, prévoient de recruter près de 91 000 jeunes diplômés au cours de l'exercice 2021/22. Ce plan de recrutement est plus ambitieux que celui présenté l'an dernier, 24 000 nouveaux diplômés pour Infosys contre 15 000 en 2020. Cela s'explique par les bons résultats de ces entreprises au cours du confinement et l'arrêt des embauches de travailleurs étrangers.
- **Embauches dans le secteur formel au plus bas en novembre.** Selon les chiffres de l'Employees Provident Fund Organisation (EPFO), le nombre de nouveaux inscrits à cette organisme de sécurité sociale à destination des employés du secteur formel, a diminué de 16,8 % par rapport au mois d'octobre (-32 %), inscrivait un deuxième mois consécutif de baisse. Selon l'EPFO, les Etats les plus dynamiques sont le Maharashtra, l'Haryana, le Gujarat, le Tamil Nadu et le Karnataka et 22 % des nouveaux inscrits sont des femmes.

Autres informations

- **Proposition du gouvernement de suspension des lois agricoles refusée par les agriculteurs.** Confronté aux manifestations des agriculteurs qui, depuis plus de deux mois, bloquent les axes routiers de la Capitale, le gouvernement avait proposé la suspension d'un an à un an et demi des lois agricoles votées en 2020. En complément, le gouvernement s'était engagé à mettre en place un Comité paritaire pour négocier avec les agriculteurs. Cependant, ceux-ci ont rejeté la proposition gouvernementale et conditionnent leur départ des autoroutes au maintien d'un prix de vente minimum (*minimum support price*).
- **Signature d'un protocole d'accord entre l'Inde et le Japon pour approfondir la coopération bilatérale dans le domaine des technologies de communication.** La coopération bilatérale portera en particulier sur la 5G, la fibre optique dans les câbles sous-marins et la sécurité des télécommunications, mais aussi les *smart cities*, la gestion de catastrophes naturelle ou la sécurité publique.
- **Narendra Modi invité par Boris Johnson au sommet du G7 à Cornwall (11-13 Juin 2021).** Les dirigeants discuteront des moyens à mettre en œuvre pour relever l'économie frappée par les conséquences de la pandémie, ainsi que du changement climatique. Le Premier ministre britannique a annoncé qu'il se rendrait en Inde pour une visite officielle en amont du G7. La Corée du Sud et l'Australie ont également été invitées à participer au G7 2021.
- **L'Inde parmi les 10 premiers acheteurs de bons du Trésor américain.** Fin octobre, l'Inde avait acquis 22,4 Mds USD de bon du Trésor américain et est passée de la 13^{ème} place à la 10^{ème} dans le classement des acheteurs. L'Inde a ainsi investi ses importantes liquidités (balance des paiements fortement excédentaire avec la contraction des importations, -40,4 % en g.a. au premier trimestre de l'exercice) et s'est constitué un matelas de sécurité en cas de choc.
- **Augmentation record de la demande d'électricité en janvier.** La demande d'électricité en janvier est en hausse de 8 % en glissement annuel et la demande quotidienne moyenne du 1^{er} au 19 janvier était déjà en hausse de 6,5 % à 6,2 % par rapport au troisième trimestre 2020/21. Ces chiffres présupposent une plus forte reprise de l'activité industrielle dans le pays.
- **Acquisition de 20 % des parts du groupe Adani Green Energy Ltd (AGEL) par Total pour 2,5 Mds USD.** Cette prise de participation permet à Total d'obtenir 50 % du portefeuille d'AGEL d'opérateurs d'énergie solaire (2,35

GW au total). Il s'agit du troisième partenariat entre Total et AGEL. En 2019, Total avait fait l'acquisition de 37,4% d'*Adani Gas* (600 M USD) et 50 % du projet du groupe : *Dhamra LNG*. En 2020 les deux groupes ont créé une *joint-venture* de 2,37 Mds USD. Total possède une capacité solaire de 7 GW et vise 35 GW d'ici 2025 et AGEL 25 GW.

- **Vente prochaine des parts du gouvernement dans Tata Communication Ltd.** Le gouvernement envisage de vendre ses 26,12 % dans TCL, estimés à environ 80 Mds INR (1,10 Mds USD). 16 % seront vendus publiquement et le reste cédé à l'entreprise Tata. Le département de l'Investissement et de la Gestion des actifs publics a fixé la date du 3 février pour soumettre une offre d'achat et la transaction devrait être finalisée le 20 mars.
- **Publication de l'*Innovation Index* par NITI Ayog.** Pour la deuxième fois consécutive, le Karnataka est l'Etat le plus innovant, suivent le Mahārāshtra, le Tamil Nadu, le Telangana et le Kerala. Le Jharkhand, Chhattisgarh et le Bihar ferment la marche. Ce classement a été créé l'année dernière et se fonde sur la qualité de l'environnement des entreprises dans chaque Etat, s'il est favorable à leur développement (enregistrement, brevets), la qualité du capital humain ainsi que les investissements.

MALDIVES

- **Don du Japon d'une valeur de 5,6 M USD dans le secteur de la santé.** Différents équipements de santé d'une valeur totale de 600 M JPY (environ 5,6 M USD) ont été livrés aux Maldives le 19 janvier. L'accord de don entre les deux pays avait été signé en juin 2020. Ce matériel médical servira à renforcer les capacités des services de santé et hôpitaux régionaux dans les atolls, notamment en matière de réponse à la pandémie de COVID-19.

NEPAL

- **Le Népal n'a dépensé que 14,4 % du budget annuel consacré aux investissements en 6 mois.** Sur les 352,9 Mds NPR (3,0 Mds USD et 8,6 % du PIB environ) alloués aux dépenses en capital (développement) pour l'exercice budgétaire débuté le 15 juillet dernier, seuls 50,8 Mds ont été effectivement dépensés. En comparaison, le gouvernement avait été en mesure de dépenser 15,5 % du budget au terme du premier semestre du précédent exercice budgétaire, ce qui confirme une fois de plus les difficultés chroniques et structurelles d'exécution budgétaire.
- **La crise sanitaire pousse 1 million de Népalais sous le seuil de pauvreté.** Selon une étude réalisée par la Commission nationale de planification (NPC), les chocs d'offre, de demande et de revenu dus à la pandémie de COVID-19 ont poussé 1,2 M de Népalais sous le seuil de pauvreté (soit 4 % de plus de la population), portant le nombre de pauvres à 6,8 M (soit environ 22,7 % de la population).

Le NPC a également estimé qu'il faudrait 668 Mds NPR (environ 5,7 Mds USD) pour les efforts de secours et de redressement. Dans le détail, 69,8 Mds NPR pour les secours, 92,6 Mds NPR pour l'emploi, 114 Mds pour la continuité des projets, 111 Mds NPR dédiés aux nouvelles technologies et leur déploiement et 73,4 Mds NPR pour les initiatives autonomes. Les besoins à court terme ont été estimés à 242 Mds NPR tandis que 287 Mds NPR seront nécessaires à moyen terme et enfin 135 Mds à plus long terme.

PAKISTAN

- **Possible levée par le Pakistan de 2 Mds USD sur les marchés internationaux.** Le ministère des finances a annoncé que trois instruments – Eurobonds, Panda bonds et Sukuk (obligation islamique) – seront mobilisés. Le taux d'intérêt de ces obligations pourrait être de l'ordre de 5,5 % à 6,5 % selon les estimations du ministère des Finances. Afin de renforcer l'attractivité de ces titres, les investisseurs bénéficieront de l'exemption totale des taxes et impôts auxquels sont assujettis le principal et les intérêts.

- **Solde positif de la balance des transactions courantes sur le premier semestre 2020/21** (juin à juillet). Le compte courant s'affiche à 1,1 Md USD équivalent à 0,8 % du PIB, à comparer à un déficit de 2 Mds USD (-1,5 % du PIB) un an plus tôt. Conséquence de la baisse des exportations (-4,8 % à 11,8 Mds USD) couplée à la hausse des importations (+4,8 % à 23,2 Mds USD), le déficit commercial se creuse de 17 % pour s'établir à 11,4 Mds USD. Les transferts de travailleurs expatriés, qui atteignent 14,2 Mds USD (+24,9 %), continuent de couvrir entièrement le déficit commercial. Sur le seul mois de décembre, le Pakistan enregistre toutefois déficit courant pour la première fois depuis cinq mois (-662 M USD).
- **Chute des flux nets d'IDE sur le premier semestre 2020/21**. Les flux nets s'affichent en baisse de 29,8 % par rapport au S1 2019/20 pour atteindre 952,6 M USD et ne représentent plus que 0,7 % du PIB. La Chine demeure le premier pays d'origine des investissements directs en flux nets (37,7 % du total), suivie de Hong Kong (9,1 %), des Pays-Bas (7,6 %), des Etats-Unis (6,8 %) et du Royaume-Uni (6,6 %). En termes sectoriels, les flux nets d'IDE se concentrent essentiellement dans le secteur électrique (45,7 % du total), dans les services financiers (15,3 %) ainsi que dans l'exploration gazière et minière (12,9 %).

Un solde négatif a également été enregistré pour les investissements de portefeuille à hauteur de 244,4 M USD sur le premier semestre 2020/21, à comparer à un solde positif de 18,8 M USD un an plus tôt. Les investissements étrangers nets s'élèvent ainsi à 708,3 M USD sur la période considérée.

- **Les dépenses publiques d'investissement toujours limitées sur le premier semestre 2020/21**. Selon des déclarations officielles, les déboursements du gouvernement fédéral pour les projets d'investissement ont atteint seulement 168 Mds PKR (1 Md USD) entre juin et décembre 2020, soit un niveau équivalent à seulement 0,7 % du PIB. Fixé à 577 Mds PKR (3,6 Mds USD) par la loi de finance pour l'exercice 2020/21, l'enveloppe budgétaire allouée au principal programme de développement du pays (*Public Sector Development Program*, PSDP) a ainsi été consommée à hauteur de 29,1 % sur le premier semestre.
 - **Nouvelle augmentation des prix du pétrole à la pompe**. S'il s'agit de la deuxième hausse consécutive sur le seul mois de janvier, les autorités n'ont cependant pas procédé à l'intégralité de l'ajustement des prix recommandé par le régulateur du secteur. Les prix à la pompe fixés à compter du 16 janvier s'affichent à 109,2 PKR par litre pour l'essence, 113,9 PKR par litre pour le gasoil et 76,65 PKR par litre pour le kérosène.
 - **Un marché automobile dynamique sur le premier semestre 2020/21**. Les ventes de véhicules automobiles ont progressé de 18,4 % en glissement annuel pour atteindre près de 80 000 unités (hors véhicules de la marque KIA, nouvel entrant sur le marché pakistanais). La production de véhicules automobiles est également repartie à la hausse sur la période considérée (+5,9 % en g.a.). La demande de véhicule est attendue en hausse à la faveur de la reprise économique et des faibles taux d'intérêts. Les ventes de tracteurs et de motocyclettes/tricycles augmentent quant à elles respectivement de 42,9 % et de 18,9 % sur le premier semestre de l'exercice en cours.
- L'entrée en vigueur de normes antipollution imposant le passage à l'Euro 5 à compter de janvier 2021 (en remplacement de l'Euro 2 depuis 2008) devrait entraîner une hausse des coûts de construction et pourrait donc conduire à une augmentation des prix de vente des véhicules. Les assembleurs implantés au Pakistan devront en effet se tourner vers de nouveaux marchés pour l'importation de pièces détachées conformes aux exigences (la Thaïlande et l'Indonésie, qui suivent les normes Euro 4, comptent pour environ 40 % des achats du Pakistan dans ce sous-secteur).
- **Hausse marquée des ventes de ciment sur le premier semestre 2020/21**. Les ventes s'affichent en augmentation de 15,3 % en glissement annuel à 28,6 millions de tonnes entre juillet et décembre 2020. Les ventes sur le marché intérieur – qui représentent plus de 80 % du total – enregistrent une hausse de 15,9 % qui témoigne de la reprise du secteur de la construction, tiré notamment par les grands projets d'infrastructure (barrages) et

l'investissement privé dans l'immobilier dans le cadre du plan de soutien sectoriel du gouvernement fédéral. Les exportations progressent également de 14,6 % sur la période considérée.

- **Saisie d'un avion opéré par la *Pakistan International Airlines* par les autorités malaisiennes dans le cadre d'un contentieux juridique avec une société de leasing.** La compagnie nationale pakistanaise n'ayant pas honoré plusieurs échéances du contrat de location d'un Boeing 777-200, AerCap (une société de leasing basée à Dublin) aurait décidé de porter l'affaire devant les tribunaux du Royaume-Uni en octobre 2020. L'appareil a finalement été saisi le 15 janvier à l'aéroport international de Kuala Lumpur en vertu d'une ordonnance judiciaire provisoire interdisant toute circulation de l'avion. Ce dernier sera a priori détenu jusqu'à la tenue d'une nouvelle audience prévue le 24 janvier.
- **Renforcement en urgence de l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) face à une éventuelle situation de pénurie.** Si le pays a signé des contrats de long terme (Qatargas et ENI) et de moyen terme (Gunvor) pour sécuriser son approvisionnement en GNL, des achats de court terme demeurent indispensables pour combler les importants besoins du pays. Suite à la récente augmentation des prix du GNL sur le marché mondial, le Pakistan a subi l'annulation de deux cargaisons prévues dans la deuxième quinzaine de février par les sociétés Emirates National Oil Company (ENOC) et SOCAR Trading UK Ltd. De nouveaux appels d'offres internationaux ont ainsi été lancés en urgence pour des livraisons attendues à la fin février.

SRI LANKA

- **Maintien des taux directeurs de la Banque centrale (CBSL).** Cette dernière a décidé le 18 janvier de ne pas modifier le niveau de ses deux taux directeurs, le taux de facilité de dépôt (SDFR) et le taux de facilité de prêt (SLFR). Ceux-ci - qui avaient été revus à la baisse 5 fois en 2020 - demeurent donc à 4,5% (SDFR) et 5,5% (SLFR). Le ratio de réserves réglementaires (*Statutory Reserve Ratio* – SRR) reste également inchangé, à 2%. La CBSL considère que les mesures d'assouplissement des taux d'intérêt ont permis de réduire le coût du crédit et souhaite que cette tendance baissière se prolonge pour soutenir la croissance économique.
- **Baisse des réserves de change au cours de l'année 2020.** Les réserves de change officielles ont baissé à 5,7 Mds à la fin de l'année 2020, soit l'équivalent de 4,3 mois d'importation selon la Banque centrale (CBSL). Par comparaison, les réserves de change étaient de 7,5 Mds USD en janvier et de 5,6 Mds USD en novembre. Les réserves de change officielles ont donc baissé de -24% entre janvier 2020 et la fin de l'année.
- **Effondrement du tourisme en 2020, réouverture de l'aéroport le 21 janvier.** La fermeture des aéroports pour les arrivées à compter de la mi-mars, du fait de la pandémie de COVID-19, a engendré un effondrement du secteur touristique. Le nombre de visiteurs sur l'ensemble de l'année 2020 a été de 507 704, soit une chute de -73,5% par rapport à 2019 (1,9 M d'arrivées). Par conséquent, les recettes ont baissé de manière équivalente (-73,5%), celles-ci ayant été de seulement 956,9 M USD en 2020. Le tourisme devrait néanmoins reprendre progressivement avec la réouverture des deux principaux aéroports le 21 janvier. Les arrivées de touristes se feront dans un cadre sanitaire strict et devraient être plafonnées dans un premier temps à 2500 par jour. Un projet pilote avait néanmoins déjà pu permettre l'arrivée de quelques avions charters. Le 28 décembre, Sri Lanka a ainsi accueilli son premier vol charter de touristes depuis la fermeture des frontières en mars dernier. Ainsi, 393 arrivées ont été enregistrées sur le mois de décembre (-99,8% en glissement annuel).
- **Prêt de 25 M USD de la SFI à la Nations Trust Bank.** La société financière internationale (SFI), membre du groupe de la Banque mondiale, compte effectuer un prêt de 25 M USD à la Nations Trust Bank (NTB), une banque commerciale sri lankaise. Par ce prêt, la NTB offrira des financements aux entreprises affectées par la crise et ciblera notamment les PME et les entreprises exportatrices.

- Faible demande des marchés sur une émission d'obligations souveraines sri lankaises.** Une vente aux enchères d'obligations souveraines (*Sri Lanka Development Bonds*, SLDBs) effectuée par la Banque centrale (CBSL) du 15 au 19 janvier n'a été que très partiellement souscrite. Sur les 200 M USD mis aux enchères, le Sri Lanka n'a pu vendre *in fine* que 43,6 M USD : 39,4 M USD d'obligations à 1 an à un rendement moyen de 6,89 % ; 2,53 M USD d'obligations à 1 an et 3 mois à 6,85 % ; 1,6 M USD d'obligations à 2 ans à 6,92 % et 0,10 M USD d'obligations à 4 ans à 6,05 %. Les taux d'intérêt sont fixes. La vente aux enchères d'obligations avait en tout attiré seulement 62,6 M USD d'offres.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D



Auteurs : Service Économique Régional de New Delhi

Avec le concours des Services Economiques de la région (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka).

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de New Delhi (adresser les demandes à patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional de New Delhi s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Abonnement par email : patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.